initiative publique exemplaire concourant au développement de l'agriculture urbaine sur le territoire métropolitain et constitue à ce titre l'une des 30 actions phares du plan d'action.

La présente convention correspond ainsi à l'opérationnalisation de l'une des 30 actions prioritaires du plan d'action métropolitain en faveur de l'agriculture urbaine.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'EPLEFPA s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet soumis à la Métropole de développement d'un support de formation à l'agriculture urbaine : la ferme urbaine des lycées Marseilleveyre et Calanques, et à réaliser les objectifs conformes à ce projet, à savoir :

1 – Concevoir en permaculture une ferme urbaine répliquable : mettre en place une activité agricole bio-intensive performante, autonome financièrement et en capacité de fournir des fruits et légumes bio à destination des élèves des établissements scolaires et des habitants du quartier, susceptible d'être répliquée sur le territoire métropolitain.

2 – Former à l'agriculture urbaine et sensibiliser à l'alimentation les élèves, des formations agricoles comme de l'enseignement général, via des projets pédagogiques s'appuyant sur cette activité agricole locale exemplaire. La ferme urbaine fournira un support de formation à l'acquisition des principes et techniques innovantes de permaculture en milieu urbain mais aussi, de façon plus large, de sensibilisation aux modes de production respectueux de l'environnement, à l'alimentation et à la santé. Elle permettra le développement de modules spécifiques au sein des formations agricoles existantes et accueillera des formations courtes dispensées par des associations partenaires.

3 – Favoriser la biodiversité et le bien vivre ensemble sur le site de production et d'enseignement par une approche permaculturelle et paysagère, mettant l'accent sur les dimensions qualitatives et collaboratives ; la ferme étant implantée au milieu des bâtiments de la cité scolaire, sa conception est en effet basée sur les perceptions et usages des élèves, professeurs et exploitants du site. De plus, la localisation du site au contact immédiat du Parc National des Calanques implique une gestion spécifique de sa biodiversité comme du risque incendie.

4 – Evaluer les performances agronomiques des techniques agro-écologiques mises en oeuvre et leurs impacts sur la gestion de l'eau, la qualité des sols, la valorisation des déchets organiques, l'adaptation des végétaux, l'augmentation de la

biodiversité, la consommation locale de fruits et légumes, et la valeur paysagère et culturelle à l'échelle du quartier.

L'année 2021 sera dédiée à la finalisation de la conception de la micro-ferme avec l'appui de Cultures Permanentes (6 parcelles additionnelles pour une superficie de 24 300 m²), toujours selon un design permaculturel et avec une large participation des élèves. Un travail spécifique sera conduit sur la stabilisation du modèle économique et du système de commercialisation de la micro-ferme. Une parcelle additionnelle de 2 400 m² sera mise en culture et d'importantes plantations d'arbres seront réalisées. 2 serres seront installées (une pépinière de semis maraîchers et une pépinière de plantes vivaces, aromatiques et d'arbustes) et le bâtiment d'accueil de la ferme, en paille, sera finalisé. Sur le volet pédagogique, de nombreuses activités pédagogiques seront organisées, dont une vingtaine d'ateliers pratiques animés par Cultures permanentes et des fiches techniques seront co-construites avec les enseignants (amendements organiques, arboriculture naturelle, etc).

A cette fin, l'EPLEFPA s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. La correcte mise en œuvre du projet sera évaluée à travers une série d'indicateurs décrits dans le dossier de demande de subvention sur lesquels l'EPLEFPA s'engage à rapporter à la Métropole.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2021.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2021 et trouvera son terme au plus au versement du solde de la subvention, le cas échéant.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'EPLEFPA

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'EPLEFPA jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'EPLEFPA, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'EPLEFPA et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'EPLEFPA et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'EPLEFPA s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités,
- Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'EPLEFPA devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel global de l'objectif ou action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;
- Les contributions non financières dont l'EPLEFPA dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel, etc.).

Conformément à cette annexe, le coût total prévisionnel de l'action, objet la présente convention, est d'un montant de 52 132 €.

4.2 Participation de la Métropole :

La participation de la Métropole est d'un montant de 25 000 €, soit 48% du coût total prévisionnel.

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Cette subvention sera créditée au compte de l'EPLEFPA selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'EPLEFPA de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande de l'EPLEFPA ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des documents ci-dessous à **transmettre dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée :**

- **Le compte-rendu financier de l'action** qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, signé par le représentant légal de la structure et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. (cf article 12.4.3 du RBF « S'agissant des subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ».)
- **Les comptes annuels certifiés par le représentant légal.**
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée.**

Chaque demande de versement de subvention est remplie et signée par l'EPLEFPA bénéficiaire de la subvention, qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

4.4 Ajustement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

L'EPLEFPA s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Métropole, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile.

5.2 Suivi :

L'EPLEFPA s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties. Un rapport intermédiaire sera produit par l'EPLEFPA après six mois de mise en œuvre et présenté à la Métropole.

La Métropole pourra demander à l'EPLEFPA de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'EPLEFPA auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats à l'objectif mentionné à l'article 1.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être convoquée par la Métropole au plus tard deux mois après la fin de l'opération.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

ARTICLE 6 : REDDITION DES COMPTES

En cas de modification dans le domaine comptable, la structure s'engage à appliquer les nouvelles directives.

Conformément aux articles L. 2313-1-1 et R2313-5 du CGCT si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représentent plus de 50% du budget total de la structure, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels.

La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque la structure en est dotée.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'EPLEFPA s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

La Métropole pourra demander à l'EPLEFPA des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'EPLEFPA s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'EPLEFPA ou encore si ce dernier ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'EPLEFPA, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au *pro rata temporis*.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « *intuitu personae* », l'EPLEFPA ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'EPLEFPA

**Le Directeur
Monsieur Weinzaepfel**

Pour la Métropole

**La Présidente
Madame Martine VASSAL**

**ANNEXE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS N°
EPLEFPA Aix Valabre Marseille- Budget prévisionnel 2021 de
l'action spécifique**

Dépenses		Recettes	
Achat	€ 19 367	Vente de produits finis	
Services extérieurs	€ 1 100	Subventions	
Autres services extérieurs	€	Etat (Ministère de l'agriculture)	€ 27 132
Impôts et taxes	€	Métropole d'Aix-Marseille Provence	€ 25 000
Charges de personnel	€ 32 765	<i>Dont Territoire Marseille Provence</i>	€
Autres charges de gestion courante	0 €	<i>Dont Territoire du Pays d'Aix</i>	€
Charges financières	0 €	<i>Dont Territoire de Pays Salonais</i>	€
Dotations aux amortissements	€	<i>Dont Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile</i>	€
		<i>Dont Territoire Istres-Ouest Provence</i>	€
		<i>Dont Territoire du Pays de Martigues</i>	€
		Communes :	€
		Fonds européens	€
		QPV	€
		Etablissements publics	€
		Entreprises en organismes privés	€
		Autres produits de gestion courante	€
		Produits financiers	€
		Reprises sur amortissements et provisions	€
Total des dépenses	€ 52 132	Total des recettes	€ 52 132

La part des charges de personnel s'élève à 63% du total des dépenses.

La part des financements publics représente 100% du total des recettes, du fait du statut d'établissement public du partenaire.